



**COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX**

Affaire suivie techniquement par :
Mme Hélène LEFAIX-JEULAND
DES/DDSD/UADS/SOR
Téléphone : 01.69.08.43.51
Courriel : helene.lefaix@cea.fr

M. Louis MOUREY
DES/DDSD/UADS/SOR
Téléphone : 01.69.08.04.31
Courriel : louis.mourey@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :
Mme Maylis DES COURTIS
Service des Marchés et Achats
Téléphone : 01.69.08.63.96
Courriel : maylis.descourtis@cea.fr

**TRAVAUX POUR LA RENOVATION DE LA JUPE DU
BATIMENT REACTEUR ET DES VOILES EXTERIEURS DU
BATIMENT D20 – INB 101 (SITE DE SACLAY)**

Référence : projet de marché n°B22-00193

Entre,

Le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019,

représenté par _____, en qualité de

ci-après dénommé « le CEA »,

d'une part,

Et

La société _____, domiciliée _____, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous le numéro RCS _____

représentée par _____, en qualité de _____

ci-après dénommée « le Titulaire »,

d'autre part,

Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :



SOMMAIRE

PREAMBULE.....	4
ARTICLE 1 - OBJET.....	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	5
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	5
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	6
ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	8
ARTICLE 6 - REMISE DE LIVRABLES.....	9
ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION	11
ARTICLE 8 - REUNIONS	12
ARTICLE 9 - INTERLOCUTEURS	12
ARTICLE 10 - QUALITE	13
ARTICLE 11 - ARRETS DE CHANTIER	13
ARTICLE 12 - CONTROLES TECHNIQUES	15
ARTICLE 13 - RECEPTION	15
ARTICLE 14 - GARANTIE.....	16
ARTICLE 15 - MONTANT.....	16
ARTICLE 16 - TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES – MODIFICATION DES TRAVAUX.....	17
ARTICLE 17 - REGIME FISCAL	18
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION	19
ARTICLE 19 - CONDITIONS DE PAIEMENT	20
ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE	20
ARTICLE 21 - CONFIDENTIALITE	20
ARTICLE 22 - PENALITES.....	20
ARTICLE 23 - ASSURANCES	21
ARTICLE 24 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	21



ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE	23
ANNEXE 2 - FICHE DE MODIFICATION.....	27
ANNEXE 3 – MODELE DE BON DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX (BPU).....	28

PREAMBULE

Dans le cadre du troisième réexamen de sûreté du réacteur Orphée, l'état de conformité du génie civil du bâtiment réacteur et des bâtiments annexes abritant des Equipements Importants pour la Protection des intérêts (EIP) a été analysé. Des désordres, sans impact sur la stabilité des ouvrages, ont alors été observés. Plusieurs signes de dégradation des ouvrages extérieurs soumis aux intempéries ont été constatés. C'est le cas de la jupe du Bâtiment Réacteur (BR) et des voiles extérieurs du bâtiment de traitement d'eau lourde (bâtiment D₂O). Le CEA s'est engagé à procéder au traitement des éclats de béton observés sur la surface extérieure de ces deux édifices en béton armé.

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation d'un examen du béton, en particulier les désordres et pathologies affectant le génie civil, ainsi que le traitement de ces défauts sur les surfaces extérieures du bâtiment réacteur et du bâtiment D₂O au sein de l'Installation Nucléaire de Base N° 101 (INB 101) sur le site CEA de Paris-Saclay.

1.2 Les prestations nécessitent que le Titulaire dispose notamment des habilitations techniques nécessaires pour la réalisation des prestations et les maintienne en vigueur pendant toute la durée du marché. Cette obligation constitue une condition requise au sens de l'article 39.4 des CGA.

1.3 Unité bénéficiaire

La prestation objet du présent marché est effectuée pour le compte de la Direction des Energies (DES), Direction des projets de Démentèlement de Service nucléaire et de gestion des Déchets (DDSD), Unité d'Assainissement Démentèlement, de reprise et de conditionnement des déchets de Saclay (UADS), Service de démantèlement du réacteur ORphée (SOR).

1.4 Régime de sécurité du chantier

Les travaux à réaliser sont situés au sein des bâtiments 451 (bâtiment réacteur et son annexe le bâtiment D₂O) sur le site du CEA - Saclay (91). Le chantier se déroulera dans le respect des prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure dans le cas de chantiers non clos et indépendants nécessitant l'élaboration d'un plan de prévention (décret n°92-158 du 20/02/1992).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé CEA/P-SAC/SMA/BLMT/B22-00193 daté du 07/02/2022, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé DES/DDSD/UADS/SOR/2022-0015 indice A de janvier 2022,
 - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay de mai 2019,
 - la consigne à l'attention des entreprises extérieures référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 indice B de juillet 2021 et intitulée « Evacuations des déchets conventionnels gérées en direct par les installations et pénalités applicables en cas de non-respect des consignes ».
 - la note DEN/DANS/DIR/PRE/01 « Exigences applicables aux prestataires des INB – intervenants extérieurs », Indice E d'avril 2019 ;
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition janvier 2022) ;
 - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021.
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée datée du
(à compléter par le soumissionnaire)

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION

Les prestations se déclinent en une partie ferme et une partie estimative :

3.1 Partie forfaitaire

La partie ferme est composée des prestations suivantes :

- Phase I : phase d'étude lors de laquelle le Titulaire doit réaliser un état des lieux précis du génie civil qui aboutira à l'analyse des désordres et à la rédaction de préconisations

concernant les travaux nécessaires à la rénovation de la jupe du bâtiment réacteur et la rénovation des voiles extérieurs du bâtiment D₂O.

- Phase II : réalisation de travaux de rénovation déjà identifiés par le CEA et listés dans le cahier des charges (article 5.2.2).

3.2 Partie estimative (sur bordereau de prix)

Une réunion bilan (cf article « point de validation » ci-après) interviendra à l'issue de la phase I. Lors de cette réunion, le Titulaire et le CEA définiront d'un commun accord les travaux supplémentaires à réaliser et qui feront l'objet d'un bon de commande.

Ces prestations seront rémunérées sur la base du bordereau de prix unitaires (BPU) définis à l'article « Montant » du présent marché et établis selon le type de travaux à réaliser. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande du CEA formalisée par un bon de commande dont le modèle figure en annexe 3.

3.3 Point de validation

Dans le cadre du marché, le Titulaire devra respecter le point de validation mentionné au § 5.2.1 du CDC.

Le franchissement de ce jalon contractuel donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal sans réserve signé par les Parties, la signature de ce PV ne diminuant en rien la responsabilité du Titulaire jusqu'à la réception des prestations.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 *Obligation de résultat*

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

4.1.2 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.1.3 Moyens et/ou matériels mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel et les moyens nécessaires à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels ou des moyens appartenant au CEA étaient mis à disposition du Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA.

4.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- qu'il a une parfaite connaissance de l'existant, de l'installation, du terrain et de ses abords, qu'il en a apprécié les éventuelles contraintes ou nuisances ainsi que celles liées à l'environnement et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux travaux.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des travaux ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa prestation des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement et notamment les études et le contrôle et suivi de réalisation des prestations connexes sans lesquelles le projet précité ne pourrait avoir une fonction optimale.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des travaux avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution de sa mission.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

4.3 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

5.1 Conformité aux normes

Le matériel devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France. Il présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément du matériel sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs au matériel fourni ou élément du matériel fourni.

5.2 Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art, aux prescriptions des normes NF en vigueur et des Documents Techniques Unifiés (DTU).

5.3 Le Titulaire sera toujours réputé s'être assuré sur place de l'exactitude des cotes et des indications des plans et descriptifs qui lui seront remis par le CEA ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

5.4 Travaux en site occupé – continuité de service

Le chantier se déroulera dans les contraintes d'un site occupé et les bâtiments continueront à être exploités pendant la durée des expertises puis des travaux. Le Titulaire devra veiller au respect le plus strict du planning afin de ne pas perturber la planification des activités de l'INB. Les périodes pendant lesquelles l'accès aux toitures et abords des bâtiments sera restreint doivent être clairement délimitées dans le temps.

5.5 Enlèvement des déchets

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

En particulier l'enlèvement éventuel des terres et gravats ainsi que celui des matériaux et matériels déposés ne pourra intervenir qu'après contrôle par le Service de Protection contre les Rayonnements et de surveillance de l'Environnement (SPRE) du CEA Paris-Saclay et passage obligatoire au portique de radiodétection du CEA Paris-Saclay.

5.6 Permis de feu et autorisation

Tout travail par point chaud, soudure, découpage, tronçonneuse, etc. devra faire l'objet d'une autorisation écrite soumise à l'accord du CEA avec un délai de prévenance de 48 heures avant le début des travaux.

L'utilisation de produits dégageant des gaz toxiques sera formellement interdite, les produits inflammables devront faire l'objet d'une autorisation écrite.

La demande est à faire auprès du Chef d'installation ou de son suppléant.

5.7 Travail en hauteur

Conformément au code du travail, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés sauf :

- en cas d'impossibilité de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs,
- lorsque l'évaluation du risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.

Au CEA Paris-Saclay, ces équipements ne pourront être utilisés qu'après la réalisation d'une analyse des risques écrite et avec l'accord du Chef d'installation ou de son délégataire.

5.8 Horaires

5.8.1 Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 sur le site de Saclay, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2022, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 27 mai,
- vendredi 15 juillet,
- du lundi 15 août au vendredi 19 août,
- lundi 31 octobre,
- du lundi 26 décembre au 30 décembre 2022

Pour l'année 2023, le lundi 2 janvier, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

5.8.2 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8 h 30 à 17 h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation.

5.9 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 6 - REMISE DE LIVRABLES

6.1 Livrables à remettre

Outre les livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques du CEA, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables listés ci-après.

6.1.1 Avant les travaux :

- un planning prévisionnel détaillé des travaux
- un Plan Qualité Particulier (PQP) pour la réalisation du marché

- le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires
- l'ensemble des documents d'études d'exécution

6.1.2 *En cours de travaux :*

Le Titulaire s'engage à :

- mettre à jour, à une fréquence hebdomadaire, le planning de ses travaux,
- tenir à jour le dossier descriptif des installations, Bon Pour Exécution, pour tenir compte des éventuelles évolutions et assurer la traçabilité jusqu'au dossier Tel Que Construit (TQC),
- soumettre au CEA un programme prévisionnel des opérations de réception, au moins un mois avant la date prévue pour leur réalisation.

6.1.3 *A la fin des travaux :*

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remettra au CEA, en 2 exemplaires, le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), comprenant, a minima, les documents suivants :

- les documents d'études,
- les documents de réalisation,
- les documents de contrôle et d'essais,
- les documents d'assurance de la qualité.

6.2 **Validation et support des livrables**

Les modalités de validation des livrables sont décrites à l'article 22.1 des CGA.

Les livrables, formalisés par l'apposition du tampon BPO (Bon Pour Observation), seront remis dans une version modifiable et non modifiable, sous format numérique au CEA pour validation.

Le Titulaire prévoit à ses frais et risques la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés, formalisés par l'apposition du tampon BPE (Bon pour Exécution) ou VSO (Validé Sans Observation), seront remis au CEA sous format électronique dans une version modifiable et non modifiable (clé USB...) et de 1 tirage sur support papier.

6.3 **Format des documents :**

Tous les dossiers remis par le Titulaire seront conformes aux spécifications de la charte graphique DAO référencée DRF/SAC/UST/S2P/SP/10 disponible sur simple demande. Ils seront réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft office,
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS pour les documents de type planning,
- AUTOCAD pour les documents dessinés.



6.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION

T0 étant la signature du présent marché, les délais d'exécution souhaités sont mentionnés ci-après :

Phase 0 :

- | | |
|-------------------------------------|------------------|
| - Réunion d'enclenchement du marché | T0 + 1 semaine, |
| - Remise du Livrable n°1 | T0 + 1 semaine, |
| - Remise du Livrable n°2 | T0 + 2 semaines, |

Phase I :

Début des expertises sur site après validation* par le CEA des livrables 1 et 2 T1

- | | |
|-------------------------------|-------------------|
| - Remise du Livrable n°3a BPO | T1 + 8 semaines, |
| - Remise du Livrable n°3b BPO | T1 + 8 semaines, |
| - Remise du Livrable n°4a BPO | T1 + 10 semaines, |
| - Remise du Livrable n°4b BPO | T1 + 10 semaines, |
| - Remise du Livrable n°5a | T1 + 12 semaines, |
| - Remise du Livrable n°5b | T1 + 12 semaines, |

Validation* par le CEA des livrables 3 à 5 avant démarrage des travaux T2

Phase II :

- | | |
|---------------------------|----------------------|
| - Début des travaux | T2 + 1 semaine = T3, |
| - Fin des travaux | T3 + 6 semaines, |
| - Remise du Livrable n°6a | T3 + 7 semaines, |
| - Remise du Livrable n°6b | T3 + 7 semaines, |
| - Remise du Livrable n°7 | T3 + 9 semaines, |
| - Réception sans réserve | T3 + 10 semaines, |

** La validation du CEA sera de maximum deux semaines pour chaque version des livrables transmis.*

En cas de réserves au moment de la réception des travaux, le Titulaire disposera d'un délai de 3 mois à compter de la date de réception pour lever l'ensemble des réserves.

ARTICLE 8 - REUNIONS

8.1 Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement sera effectuée sur le site de Saclay, au plus tard une semaine après la signature du marché.

8.2 Inspection Commune Préalable (ICP)

Une réunion d'Inspection Commune Préalable (ICP) sera organisée 7 jours avant le début de la phase I, au cours de laquelle sera rédigé le plan de prévention. Le Titulaire et ses éventuels sous-traitants devront y participer et signer le plan de prévention. Ce plan devra être scrupuleusement respecté par tous les intervenants.

Une seconde ICP sera organisée avant le début de la phase II pour mettre à jour le plan de prévention suite aux conclusions de la phase I et à la définition des modes opératoires associés au traitement des défauts.

8.3 Réunions de chantier

Conformément aux dispositions de l'article 22.3 des CGA, pour suivre l'exécution des travaux, les Parties tiendront des réunions de chantier dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord. Sauf modification concertée, la périodicité sera au minimum hebdomadaire. Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des études et des travaux,
- écarts par rapport aux Spécifications Techniques,
- examen des problèmes rencontrés,
- aspects sécurité et environnement,
- suivi du dossier Qualité.

8.4 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

8.5 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour approbation et acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

ARTICLE 9 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :



- pour le CEA :
M. Louis MOUREY tél. : 01.69.08.04.31 mail : louis.mourey@cea.fr
- pour le Titulaire :
 - Responsable technique M. XXXXXXXX Tél. : xx.xx.xx.xx xxx@xxx
 - Responsable Sécurité M. XXXXXXXX Tél. : xx.xx.xx.xx xxx@xxx

A compléter par les soumissionnaires

Le rôle et les missions du Responsable Sécurité sont définis à l'article 13.5 des CGA.

Le responsable technique et le Responsable Sécurité du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où le responsable technique du Titulaire, le Responsable Sécurité ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 10 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur). Il établira un Plan Qualité particulier (PQp) relatif à la prestation.

Les prestations étant concernées par l'Arrêté « INB » du 7 février 2012 fixant les règles générales relatives aux Installations Nucléaires de Base, le Titulaire met en place un système de management de la Qualité permettant de satisfaire les exigences de cet arrêté.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 11 - ARRETS DE CHANTIER

11.1 Dispositions générales

Ne sont pas considérés comme arrêts de chantier au sens du présent article :

- les jours de fermeture du centre listés à l'article « horaires » du présent marché,

- les périodes d'arrêt définies dans les Spécifications Techniques,
- les jours fériés.

11.2 Arrêts de chantier programmés du fait du CEA (préavis supérieur à 15 jours calendaires)

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts de chantier susceptibles d'affecter les prestations exécutées par le Titulaire.

Un arrêt de chantier programmé, pour lequel l'information a été transmise au Titulaire avec au moins un délai de préavis de 15 jours calendaires, donne lieu à une rémunération du Titulaire exclusivement pour les frais engagés pour la location du matériel (sur présentation au CEA des justificatifs détaillés et en fonction des équipements importants présents sur le chantier).

Le CEA informe le Titulaire des frais qu'il accepte de rémunérer au titre d'un arrêt de chantier programmé par courrier simple.

11.3 Arrêts de chantier inopinés du fait du CEA

L'arrêt de chantier est inopiné dans le cas où les travaux sont interrompus à la demande du CEA, pour des raisons qui lui sont directement imputables, avec un délai de prévenance inférieur à 15 jours calendaires

Dans ce cas, une demande d'indemnité pourra être adressée au CEA par le Titulaire, en cas d'arrêt de chantier inopiné d'une durée totale supérieure ou égale à deux (2) jours ouvrés mais inférieure à 5 jours ouvrés. La demande pourra faire apparaître l'indemnisation de la part main d'œuvre et des frais suivants (à titre indicatif) :

- qualification (à détailler) : xxxxx €/jour, *(à compléter par le soumissionnaire)*.
- qualification (à détailler) : xxxxx €/jour, *(à compléter par le soumissionnaire)*.
- qualification (à détailler) : xxxxx €/jour, *(à compléter par le soumissionnaire)*.
- de location de matériel, exclusivement présent dans l'installation (sur justificatifs détaillés et en fonction des moyens déployés sur le chantier),
- de démobilisation /remobilisation des équipements et du personnel en place (sur justificatifs détaillés et en fonction des moyens déployés sur le chantier),

Après examen, le CEA informe le Titulaire des frais qu'il accepte de rémunérer au titre d'un arrêt de chantier inopiné par courrier simple.

11.4 Arrêts de chantier ne donnant pas lieu à une rémunération du Titulaire

Les arrêts de chantier trouvant leur origine, même partiellement dans le non-respect par le Titulaire du référentiel de sûreté, déchets, des consignes de l'Installation, de sécurité ou de radioprotection ou à l'absence d'une demande de consignation ne feront pas l'objet d'une rémunération et n'entraîneront pas la prolongation du délai contractuel pour les durées correspondantes.

11.5 Reprise du travail

Quel que soit le type d'arrêt de chantier, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue, sous un délai de 5 jours, qui aura été consigné dans le procès-verbal précité. A défaut, le non-respect de la date de reprise des travaux/prestations sera pénalisable selon les dispositions de l'article « pénalités pour retard d'exécution » du présent marché.

11.6 Délai contractuel

Tout arrêt de chantier donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal et entraînera la prolongation du délai contractuel pour les durées correspondantes.

ARTICLE 12 - CONTROLES TECHNIQUES

12.1 Contrôles techniques par un organisme agréé à la charge du CEA

Sans préjudice des contrôles internes réalisés à ses frais par le Titulaire dans le cadre des exigences des Spécifications Techniques précitées, le CEA se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du (des) contrôleur(s) technique, que le CEA lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve sur la réalisation de l'ouvrage.

En cas de refus de délivrance de conformité par cet organisme, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une imprécision dans les documents techniques qui lui auront été fournis par le CEA.

12.2 Contrôles techniques par un organisme agréé à la charge du Titulaire

Conformément aux dispositions prévues dans les Spécifications techniques, le Titulaire prend à sa charge les contrôles de conformité et contrôles techniques.

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remet au CEA les procès-verbaux de contrôle de conformité des travaux qu'il aura réalisés, établis par un organisme agréé.

Ce bordereau devra être exempt de toute réserve.

ARTICLE 13 - RECEPTION

La réception sera prononcée à la fin des travaux, dans les conditions prévues à l'article 34.1 des CGA et conformément aux dispositions de l'article 1792-6 du code civil.

Les travaux font l'objet d'une réception constatée après :

- constatation de l'achèvement des travaux,
- reconnaissance des ouvrages exécutés,
- constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché,
- constatation du repliement du chantier et la remise en état des lieux,
- acceptation par le CEA des documents dus au titre de l'exécution du marché (Dossier des Ouvrages Exécutés, plans de recollement, notices techniques d'exploitation et de maintenance), et établis en conformité avec la charte graphique DAO précitée à l'article « format des documents ».

Cette réception qui ne pourra être prononcée qu'en l'absence de réserve majeure selon les modalités visées à l'article 34.1 des CGA, donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

ARTICLE 14 - GARANTIE

14.1 Garantie concernant les études

Le Titulaire ne peut pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait.

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses études d'exécution liées aux travaux, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période d'un (1) an à compter de la réception du marché.

14.2 Garantie concernant les travaux

14.2.1 Garantie de parfait achèvement

La signature du procès-verbal de réception ouvre une période d'un an dite de « parfait achèvement ». Pendant cette période, le Titulaire doit procéder à la réparation des désordres constatés après réception.

Si une retenue a été opérée, elle est payée à l'expiration de ladite période de parfait achèvement, dans la mesure où les réserves ont été levées et les désordres réparés. Si les réserves n'ont pas été levées ou les désordres n'ont pas été réparés, le CEA se réserve le droit, après mise en demeure, de faire exécuter les travaux nécessaires par toute entreprise de son choix, aux frais du Titulaire.

14.2.2 Garanties biennale et décennale

Les travaux font l'objet d'une garantie décennale (gros ouvrages) et/ou biennale (menus ouvrages) au titre de l'article 1792 du code civil, à l'issue de la réception.

ARTICLE 15 - MONTANT

15.1 Montant total du marché

Le montant total des prestations est plafonné à la somme forfaitaire de ----- € H.T.
(----- EUROS
HORS TAXES).

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense pour le CEA.

La décomposition de ce montant est la suivante.

15.2 Montant de la partie forfaitaire

Le montant des prestations de la tranche ferme est fixé à la somme forfaitaire de € HT (..... HORS TAXES).

15.3 Prestations sur bordereau de prix

Le montant des prestations sur bordereau de prix est plafonné à la somme de € HT.

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (bon de commande) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Les prestations sur bordereau de prix seront rémunérées sur la base des forfaits unitaires suivants :

n°	Intitulé	Unité	Prix unitaires (en € HT)
1	Réalisation des travaux : éclat de béton sans ferrailage apparent	U	
2	Réalisation des travaux : éclat de béton avec ferrailage apparent	U	
3	Réalisation des travaux : fissuration sur béton	ml	
4	Réalisation des travaux : fissuration sur mortier	ml	
5	Réalisation des travaux : autre défaut	U	
6	Réalisation des travaux : éclat de béton autour d'une pièce noyée corrodée	U	
7	Réunion d'avancement	U	

15.4 Caractère des prix

Le montant des prestations est réputé être établi sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre finale).

Les montants visés ci-dessus ont un caractère non révisable.

ARTICLE 16 - TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES – MODIFICATION DES TRAVAUX

16.1 Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé à l'article « Montant » du présent marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de

celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du présent marché.

16.2 Les demandes de travaux supplémentaires prescrits par le CEA font l'objet de l'établissement d'une fiche de modification. Cette fiche, dont le modèle figure en annexe 2 du marché, doit être accompagnée impérativement d'un devis du Titulaire faisant apparaître une décomposition de son montant sur les bases suivantes :

- des prix contractuels de l'offre du Titulaire, remise lors de sa soumission,
- de prix nouveaux pour des travaux se rattachant à une modification du programme initial. Dans ce cas, la décomposition fera apparaître les coûts de la main-d'œuvre, selon les taux horaires par qualification et les volumes d'heures, et les coûts détaillés de la fourniture, ainsi que pour ces derniers, tous justificatifs utiles.

Les travaux supplémentaires s'entendent pour tous les travaux complémentaires par rapport à ceux prévus dans le présent marché et directement liés à l'exécution de ce dernier.

Le Titulaire s'engage à prendre en compte dans son devis les moins-values résultant de la modification éventuelle des travaux de base, engendrée par les travaux supplémentaires.

Tout début d'exécution des travaux de modification devra faire l'objet d'un accord écrit du signataire du présent marché ou de son représentant dûment mandaté.

16.3 Toute modification du volume des travaux en moins demandée par le CEA fera l'objet d'une fiche de modification dont le montant de la moins-value est basé sur les prix contractuels de l'offre du Titulaire visée à l'article 2 supra.

16.4 Les incidences financières des modifications en plus ou en moins du volume des travaux font l'objet d'un avenant au présent marché pour permettre leur règlement.

L'avenant regroupe une série de fiches de modification. Tout avenant est établi au mieux six mois à compter de la date de la première fiche de la série des fiches de modification. Il prend en compte toutes les fiches de modification, ayant recueilli l'accord sans réserve du CEA et du Titulaire.

Les prestations supplémentaires ne pourront être facturées par le Titulaire qu'après signature de l'avenant par les Parties.

ARTICLE 17 - REGIME FISCAL

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, , sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION

18.1 Echéancier de facturation des prestations forfaitaires

Le montant des prestations forfaitaires sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

- 10 % du montant HT de la partie forfaitaire du marché et les taxes correspondantes à l'acceptation par le CEA des livrables 1 et 2, visés et approuvés Bon Pour Exécution (BPE) par le CEA,
- 10 % du montant HT de la partie forfaitaire du marché et les taxes correspondantes à l'acceptation par le CEA des livrables 3a et 4a, visés et approuvés Bon Pour Exécution (BPE) par le CEA,
- 10 % du montant HT de la partie forfaitaire du marché et les taxes correspondantes à l'acceptation par le CEA des livrables 3b et 4b, visés et approuvés Bon Pour Exécution (BPE) par le CEA,
- 50 % du montant HT de la partie forfaitaire du marché et les taxes correspondantes sur factures mensuelles, proportionnellement à l'avancement des travaux effectués depuis le début du chantier,
- 20 % du montant HT de la partie forfaitaire du marché et les taxes correspondantes à la signature, par les Parties, du procès-verbal de réception, après présentation du Dossier des Ouvrages Exécutés et acceptation des derniers livrables, visés et approuvés Bon Pour Exécution (BPE) par le CEA.

18.2 Prestations sur bordereaux de prix

Les prestations sur bordereau de prix seront facturées et toutes taxes incluses, à l'acceptation des prestations réalisées dans le cadre de la phase II. Elles seront rémunérées selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

18.3 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587 ;
- le code service : SAC-C ;
- le numéro de commande (n°4000.....)

18.4 Les prestations périodiques seront facturables à terme échu, les factures émises avant le terme étant réputées avoir été émises le jour suivant la date du terme.

ARTICLE 19 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 20 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 21 - CONFIDENTIALITE

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

ARTICLE 22 - PENALITES**22.1 Modalités d'application et plafond**

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché (partie forfaitaire et prestations sur bordereau de prix engagées).

22.2 Pénalités pour retard d'exécution

Si le Titulaire ne respecte pas les délais prévus aux articles « Délais d'exécution » et « Remise des livrables », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 1,5/1000 (UN ET DEMI POUR MILLE) du montant total hors taxes du marché par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

22.3 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de mise à disposition de moyens matériels, sécurité

Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions de l'article 18.2 et du chapitre 6 des CGA, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2 000 € HT (DEUX MILLE EUROS HORS TAXES) par constat ou manquement.

22.4 Pénalités pour absence ou retard aux réunions de chantier

L'absence non justifiée du Titulaire aux réunions de chantier sera redevable des pénalités fixées à l'article 22.3 des CGA cité à l'article 2 du présent marché.

22.5 Pénalités pour non-respect des obligations de nettoyage du chantier

Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions des Spécifications Techniques en termes de nettoyage du chantier, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 750 € HT (SEPT CENT CINQUANTE EUROS HORS TAXES) par manquement constaté.

22.6 Pénalités pour non-respect du délai de levée des réserves

En cas de retard du Titulaire sur le délai de levée des réserves fixé à l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera passible d'une pénalité de 500 € HT (CINQ CENTS EUROS HORS TAXES) par jour ouvré de retard.

22.7 Pénalités pour non-respect de la procédure en matière d'évacuation de déchets conventionnels

En cas de non-respect des dispositions prévues dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06, visée à l'article 2 du marché, le Titulaire sera redevable des pénalités mentionnées dans cette consigne.

ARTICLE 23 - ASSURANCES

Les assurances sont régies par le chapitre 12 et l'annexe 1 des CGA.

ARTICLE 24 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.



Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,
Pour le CEA,
Signature :

Date :

Pour le Titulaire,
Signature :

Date :

ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

- 1.2 Lutte contre le travail dissimulé et respect de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'accueil des entreprises à la Porte Nord (U.A. : Unité d'Accueil) muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. **Suivi médical**

4.1 Le Titulaire est tenu de prendre en charge le suivi médical de ses salariés auprès d'un service médical agréé. Toutefois, le Service de Santé au Travail (SST) du CEA Paris-Saclay pourra demander la réalisation d'examens complémentaires en fonction des données figurant sur la fiche professionnelle nominative de son personnel (ou du personnel de son sous-traitant).

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SST (secrétariat des Entreprises Extérieures) 10 jours avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au poste de travail ;
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA) ;
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) et le dernier jour d'exécution des dites prestations, afin qu'un point zéro et qu'un point de fin de chantier soient effectués selon les prescriptions du SST ;
- à fournir au SST la liste de ses employés présents sur le chantier et à signaler au SST chaque arrivée ou départ de personnel.



Ces modalités seront confirmées, voire affinées, au cours de la réunion d'inspection commune.

5. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

**ANNEXE 2 - FICHE DE MODIFICATION**

N° de Fiche : Indice :

Fiche créée le :

N° marché : Fournisseur :

Objet du marché :

Origine de la modification :

CONCEPTION ¹☐

FAITS IMPREVISIBLES

☐

AUTRES MOTIFS

☐

MODIFICATION DU BESOIN (demande CEA)

☐

NATURE DE LA MODIFICATION DEMANDEE :

.....

.....

.....

.....

.....

COUT DE LA MODIFICATION² :

.....

.....

TOTAL :

DELAIS DE REALISATION :

.....

INCIDENCE SUR LE PLANNING GLOBAL :

.....

APPROBATION DE LA FICHE DE MODIFICATION (cette fiche n'est validée que si elle est signée des trois parties)

	CEA	MAITRE D'OEUVRE	TITULAIRE
NOM			
DATE			
SIGNATURE			

Les travaux, objet de la fiche de modification, ne pourront être facturés qu'après signature d'un avenant au marché.

¹ Les modifications sont de la responsabilité du maître d'œuvre ou du titulaire du marché.

² Joindre la décomposition détaillée des coûts selon les éléments de prix figurant dans l'offre initiale du fournisseur et tous les justificatifs.

**ANNEXE 3 – MODELE DE BON DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX (BPU)**

BON DE COMMANDE N°					
Marché n°4000.....			Titulaire :		
n° BPU	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)	Délai d'exécution *
					T0+
					T0+
					T0+
					T0+
					T0+
					T0+
Montant total en€ HT					Ou T0 + pour la totalité des BPU
Commentaires :					
		CEA – UNITE :		TITULAIRE	
NOM/FONCTION					
DATE					
SIGNATURE					

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire.

Le Titulaire ne pourra engager de BPU au-delà des quantités et des montants indiqués sur le bon commande sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

*T0 =date de signature du bon de commande par le CEA, délai exprimé en jours ouvrés, ou semaines